

Les décideurs politiques semblent souvent manquer de courage au moment de prendre des décisions impopulaires. Une conséquence perverse de la « contre-démocratie » selon Pierre Rosanvallon, mais également de la perte des prérogatives de l'Etat, d'après Pascal Delwit.

Le courage manque-t-il aux politiques ?



WILLIAM BOURTON

À la mi-2007, Yves Leterme déclarait qu'une solution pour l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde ne demanderait que « cinq minutes de courage politique ».

Ce week-end, le même homme affirmait qu'il ne tenterait pas de reconstituer le cartel avec la N-VA – avec qui le CD&V était acoquiné en 2007 – car ce parti « a une incapacité historique à prendre ses responsabilités ».

Dans la foulée, son ancien compagnon de route, Bart De Wever, l'homme fort de la N-VA, rétorquait que « c'est lui (Leterme) qui n'est pas capable de réaliser son programme » (nos éditions du 11 janvier).

Les hommes politiques manquent-ils de courage, une fois arrivés au pouvoir ? Au-delà de la scène de ménage décrite ci-dessus – finalement assez commune entre ex-concubins – l'accusation est régulièrement proférée. Tous azimuts : que l'on songe, entre dix autres exemples, au récent report par la Chambre de l'interdiction du tabac dans l'horeca. L'échec du sommet climatique de Copenhague démontre par ailleurs que la crainte de se montrer impopulaire, de mécontenter certains groupes de pression – autres manières de désigner un manque de courage politique – n'est pas un mal proprement belge, tant s'en faut.

Pourquoi tant de décideurs ne mettent-ils pas en œuvre ce qu'ils ont promis ou



APRÈS AVOIR LONGTEMPS FERRAILLÉ CÔTE À CÔTE, Yves Leterme et Bart De Wever s'accusent désormais de manquer de courage politique. © BELGA.

ce que la communauté des savants les presse de faire ?

Une réponse fuse spontanément : par crainte des conséquences politiques, financières ou personnelles. Les mécanismes qui alimentent cette crainte sont en revanche plus complexes à appréhender.

Il est toutefois permis de constater que si l'idéal démocratique règne désormais sans partage en Occident, les régimes qui s'en réclament suscitent partout de

vives critiques. Et ces critiques, souvent contradictoires et égoïstes, semblent ténatiser une classe politique incapable de s'affranchir des jeux tactiques pour s'ouvrir au temps long et pour qui la prochaine échéance électorale constitue souvent un horizon indépassable.

Pour qualifier l'ensemble des pratiques qui expriment et organisent la défiance des citoyens vis-à-vis des pouvoirs, le philosophe français Pierre Rosanvallon, directeur d'études à l'École des hautes études

en sciences sociales, a forgé le néologisme de « contre-démocratie ». Celle-ci s'exprime à travers de multiples canaux : opinion, pouvoir médiatique, expression directe sous la forme de manifestations, ONG, groupes d'alerte, blogs, etc.

« Le problème de la "contre-démocratie" réside dans son ambivalence, ponctue Pierre Rosanvallon. Elle peut être la marque d'une exigence et d'une vigilance des citoyens vis-à-vis des pouvoirs : mais elle peut aussi se dégrader en une vision purement négative et critique. Le problème actuel tient au fait que cette dernière dimension monte en puissance. L'expression du "non" devient dominante sur tous les plans. C'est l'âge des coalitions négatives. Du coup, les gouvernants cherchent à minimiser les risques. D'où, chez eux, une certaine tendance mécanique à l'immobilisme pour ne pas prendre de coups. »

Pascal Delwit, professeur de sciences politiques à l'ULB, reconnaît le bien-fondé global de la thèse de Rosanvallon. Il développe cependant une analyse complémentaire, et non incompatible avec la précédente.

Il constate d'abord que le début des années 70 marqua le point le plus haut des prérogatives de l'État, le sommet des capacités du politique à pouvoir agir de manière décisive sur la vie des citoyens. Un infléchissement s'est produit avec le premier choc pétrolier, la montée de l'inflation et la première grande vague de chômage depuis la Deuxième Guerre mondiale. Infléchissement suivi d'un véritable retournement à la fin de la décennie,

avec le déferlement de la vague néolibérale, incarnée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher et caractérisée par le transfert de pans entiers du secteur public ou para-public vers le privé.

« Ce processus, qui a ses vertus et ses vices, a conduit à ce paradoxe que l'État a eu moins de prérogatives, s'est par ailleurs dessaisi d'un certain nombre d'entre elles – notamment dans une perspective d'intégration européenne – alors que dans le même temps, avec l'approfondissement de l'internationalisation de l'économie, l'État est devenu plus qu'auparavant l'interlocuteur de très nombreux acteurs en mal d'autres interlocuteurs, explique Pascal Delwit. À qui s'adressent les organisations syndicales et les travailleurs d'Opel-Anvers ? À Kris Peeters, qui connaît lui-même la plus grande difficulté à trouver un interlocuteur fiable. On a donc ce paradoxe d'un dessaisissement et donc d'une moindre capacité à agir du monde politique – dont il est partiellement responsable – alors que plus d'interlocuteurs lui demandent de le faire. D'où cette impression, souvent, d'une impuissance assez forte. »

Une impuissance difficilement assumable et avouable... Or, pour boucler la boucle, Pascal Delwit estime que le courage politique, c'est de pouvoir dire les choses telles qu'elles sont.

« C'est très compliqué !, précise-t-il. D'abord parce que cela a parfois un côté désespérant ; et surtout parce qu'agir sur les choses, les modifier, a un côté lent que nos sociétés ne tolèrent pratiquement plus... » ■



Robert Badinter

Avocat et sénateur socialiste français

PROPOS RECUEILLIS PAR WILLIAM BOURTON

On entend souvent dire qu'une fois arrivés au pouvoir, les hommes politiques manquent de courage. Mais qu'est-ce que le courage en politique ?

Jean Jaurès a dit que le courage, « c'est chercher la vérité et la dire ». La démagogie, c'est de vouloir plaire au public en annonçant des mesures que l'on sait que l'on ne réalisera pas une fois au pouvoir. Ce qu'un homme politique considère comme juste et bien pour la Nation, s'il a le privilège d'être au pouvoir, il doit le réaliser. Il est élu sur un programme ; mais cela ne veut pas dire que tout le programme pourra être appliqué, car les circonstances peuvent l'amener à différer la mise en œuvre de certaines mesures : crise économique, crise internationale, crise écologique, etc. Encore faut-il s'en expliquer devant le

pays pour qu'il comprenne les motifs du retard, ou du changement. Prenez le cas d'Obama pour Guantanamo : la fermeture est annoncée mais la mise en œuvre est à l'évidence plus difficile que prévu. Notamment pour certains détenus dont les preuves recueillies sous la torture ne sont pas valables mais dont on redoute qu'en leur rendant purement et simplement la liberté, ils reprennent leurs activités dans le djihad, avec toutes les conséquences humaines politiques que cela comporterait. L'essentiel est (mesure après mesure) d'arriver à vider complètement Guantanamo et à supprimer les juridictions et les lois d'exception.

On a souvent le sentiment que les hommes politiques adaptent en permanence leurs dis-

cours et leurs politiques en fonction des sondages d'opinion...

Il est légitime que tout homme ou femme politique veuille être élu ou réélu. À cet égard, tout sondage est une photo de l'opinion publique et l'on préfère satisfaire celle-ci. Mais le véritable homme d'État travaille sur le long terme. Ce qu'il réalise aujourd'hui – des mesures fiscales pour diminuer la dette, par exemple – doit produire des effets bénéfiques plus tard. Tant mieux pour lui si l'effet est rapide et le bénéfice politique atteint avant les prochaines élections. Mais ce qui compte, c'est d'abord de forger l'avenir dont il est responsable. Prenons à nouveau le cas d'Obama. Aujourd'hui, il met en priorité la rénovation du système de couverture médicale des soins aux États-Unis

pour les plus démunis. Ce n'est pas une mesure populaire mais c'est une mesure juste et qui se révélera heureuse pour le peuple américain dans l'avenir. Il a donc raison de s'y consacrer en priorité. Du reste, au regard du calendrier électoral, il y a toujours intérêt à faire passer les mesures impopulaires mais porteuses d'avenir au début de mandat.

Devant la gravité des enjeux, certains révent de gouvernements « de savants » et non « de politiciens », dont la prochaine échéance électorale constitue l'horizon indépassable. Qu'en pensez-vous ?

Ne confondons pas experts et politiques. Il est certes souhaitable qu'un ministre soit compétent dans son domaine d'activités. Mais la fonction de ministre ne se confond

pas avec celle d'ingénieur ou de professeur d'économie. Elle requiert des qualités particulières : le sens de l'État, l'art du gouvernement, la capacité de convaincre, ce qu'on appelle aujourd'hui « communiquer ». Toutes qualités que la fréquentation des bibliothèques, ordinateurs et laboratoires n'assure pas nécessairement...

Le 30 septembre 1981, en qualité de garde des Sceaux (ministre de la Justice), vous avez fait voter à l'Assemblée nationale l'abolition de la peine de mort en France, alors qu'une majorité de l'opinion publique y était hostile. Était-ce à vos yeux un acte de courage politique ?

Le courage politique était d'annoncer, avant l'élection, l'abolition à cette opinion majoritairement

hostile. Mitterrand a eu ce courage. Ensuite, tous les programmes des partis de gauche aux législatives prônaient l'abolition. Le pays a élu Mitterrand, puis élu une majorité de gauche à l'Assemblée. À partir de ce moment-là, abolir la peine de mort, c'était réaliser ce qu'on avait annoncé. Le vrai risque, c'était au moment de l'élection, pour François Mitterrand. Le courage politique, il se situe là et non pas dans le fait d'affronter une tempête dans une enceinte parlementaire. Cela n'est rien, tout juste du vacarme. Nous ne sommes plus à l'époque de la Convention, même pas sous la III^e et IV^e République où le gouvernement pouvait tomber à tout moment. Ce n'est plus le cas dans la V^e République : depuis 1962, aucun gouvernement n'a été renversé par l'Assemblée Nationale. ■

Courrier

Michel Daerden a-t-il montré le pire ?

L'attitude grotesque du ministre Daerden au Sénat nuit à l'image de nos institutions et fragi-

lise encore plus la maison Belge. C'est du pain béni pour tous ceux qui au nord du pays réclament davantage d'autonomie pour les Régions.

Le pire est sans doute que Monsieur Daerden, soutenu par le chef de file du PS, ne soit pas ivre. On n'ose pas imaginer ce qu'aurait alors été son comporte-

ment...
Pauvre Belgique, pauvre Wallonie.

TANGUY VAN DE WERVE
SCHAERBEK

Rectificatif

Un lapsus s'est glissé dans l'infographie qui accompagnait ce 11 janvier en page 12 l'article intitulé « Israël : les exercices de sécurité se multiplient à travers le pays ».

La légende évoquait « les colonies environnantes de Gaza ». Il fallait évidemment lire « les agglomérations israéliennes proches de Gaza ».